



Distr.: LIMITEE

ECA/TNG/SRDC/DMIT/SEM/12

12 novembre 1999

Original: ARABE/FRANÇAIS

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Centre de développement sous-régional
pour l'Afrique du Nord (CDSR)**

**Séminaire sur la gestion de la dette, l'investissement
et le commerce en Afrique du Nord**

**Tanger (Maroc)
9-12 novembre 1999**

RAPPORT

I. INTRODUCTION

1. Le séminaire sur la gestion de la dette, l'investissement et le commerce dans les pays d'Afrique du nord s'est tenu dans le cadre du suivi des recommandations de la quatorzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous régional (CDSR) tenue en juin 1998. Le séminaire a été organisé avec la coopération technique de la Banque mondiale, du Centre de commerce international et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

II. OUVERTURE

2. Le nouveau Directeur du Centre de développement sous régional d'Afrique du nord, Monsieur Abbelouahab REZIG a tout d'abord informé les participants du décès tragique de Monsieur Oumar Marico, fonctionnaire du Centre et une minute de silence a été observée en la mémoire du défunt.

3. Le Directeur a ensuite exprimé ses vifs remerciements au Royaume du Maroc pour l'hospitalité réservée au Centre et aux participants. Il a également remercié les chefs des trois institutions qui ont collaboré avec le Centre à la préparation du séminaire, à savoir la Banque mondiale, le Centre de commerce international (CCI) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Il a ensuite mis l'accent sur l'importance du séminaire notamment en matière d'échange d'expériences entre les pays de la sous région et a invité les participants à formuler des recommandations pratiques pouvant faire l'objet de suivi dans d'autres forums internationaux et au sein même des pays.

4. Le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement et Coordonateur résident du système des Nations Unies au Maroc, M. Bouna Sékou Diouf, a souhaité la bienvenue au nouveau Directeur du Centre.

5. Pour le PNUD, les initiatives d'allégement et de reconversion de la dette doivent être liées à la promotion du développement humain durable. A cet égard, la mise en place de structures au niveau national et régional peut favoriser et promouvoir cette politique de reconversion pour le développement humain et constituer une capacité d'information et de conseil auprès des décideurs. De telles structures, dont le statut légal, les modalités de gouvernance et les activités doivent être adaptés au contexte local et aux besoins spécifiques de chaque pays, de manière à jouer le rôle d'interface entre les créanciers d'une part, et les administrations locales chargées de la gestion de la dette et celles chargées du développement d'autre part. Ces structures en impliquant de manière effective, l'ensemble des partenaires au développement, l'Etat, le secteur privé et les organisations de la société civile, sont à même d'établir des partenariats et des alliances avec différents partenaires locaux et internationaux pour le développement, et de mobiliser des ressources pour la canalisation des bénéfices générés par les reconversions ainsi que le rééchelonnement de la dette pour le développement humain en faveur des populations les plus démunies ou encore, pour le financement d'autres activités jugées prioritaires.

6. A titre d'illustration, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention des Nations Unies sur la sécheresse et la désertification, plusieurs pays se sont engagés dans des opérations de conversion de dettes pour l'environnement. Le bureau de Lutte Contre la Désertification et la Sécheresse du PNUD (UNSO) a apporté son appui à ces pays pour la création de ces fonds destinés à mobiliser et à acheminer des ressources financières vers les communautés locales concernées.

7. Le représentant de S.E. Monsieur le Wali de la Wilaya de Tanger a souhaité la bienvenue aux participants et a déclaré l'ouverture des travaux du séminaire.

III. PARTICIPATION

8. Ont participé au séminaire les représentants des pays membres suivants : Algérie, Egypte, Mauritanie, Maroc, Soudan et Tunisie. Ont également pris part à la réunion, les représentants des organisations suivantes : Banque mondiale, Centre de commerce international (CCI), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Organisation arabe pour le développement agricole (OADA), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD-Rabat), Union du maghreb arabe (UMA).

9. La liste détaillée des participants figure à l'annexe II de ce rapport.

IV. ELECTION DU BUREAU

10. Les participants ont élu par acclamation le bureau comme suit :

- Président : Monsieur Hassan Eddez (Maroc)
- Rapporteur : Monsieur Mohamed El-Hadi Khelifi (Algérie)

V. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

11. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Organisation des travaux
5. Vue d'ensemble de la situation de la dette extérieure des pays de la sous-région d'Afrique du Nord :
 - Dette extérieure des pays d'Afrique du Nord : Aperçu global et éléments d'amélioration de sa gestion

6. Gestion de la dette extérieure et expérience internationale :

- Renforcement des capacités de gestion de la dette : expérience internationale de la Banque mondiale,
- Evaluation des expériences de rééchelonnement et d'allègement de la dette extérieure en Afrique du Nord.

7. Expériences de gestion de la dette dans les pays d'Afrique du Nord :

- Présentation et discussion des rapports nationaux.

8. Instruments de gestion de la dette :

- Instruments pour l'élaboration et le contrôle des stratégies nationales d'exportation,
- Présentation du document intitulé : « Gestion efficace de la dette »,
- Présentation du DMFAS et ses liens avec le DSM de la Banque mondiale.

9. Le lien entre la dette et l'investissement en Afrique du Nord :

- Réflexions sur la conversion des dettes extérieures en investissement,
- Expérience d'un pays (Maroc).

10. Promotion des investissements dans les pays d'Afrique du Nord :

- Questions de promotion des investissements dans les pays d'Afrique du Nord,
- Présentation par les Agences de promotion des investissements.

11. Analyse des flux commerciaux :

- Applications de l'analyse des flux commerciaux.

12. Le commerce Sud-Sud :

- Mise en œuvre des études de l'offre et de la demande pour la promotion des échanges commerciaux Sud-Sud,
- Présentations par les organisations de promotion du commerce.

13. Questions diverses

14. Adoption du rapport et recommandations

15. Clôture des travaux du séminaire.

VI. CONCLUSIONS DES DEBATS

12. Les conclusions de la réunion sont les suivantes :

A. *Dette et gestion de la dette*

1. Caractéristiques de la dette d'Afrique du Nord

Les caractéristiques de l'Afrique du Nord, région particulièrement endettée apparaissent dans :

- Les situations diverses des pays de la sous-région: 4 pays à revenu intermédiaire plus ou moins endettés (Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie), 2 pays pauvres très endettés (Mauritanie, Soudan). La discussion a mis l'accent sur la place et le rôle moteur des 13 pays à revenu intermédiaire en Afrique qui représentent environ 85% du PIB, 43% de la dette, 66% du service de la dette de tout le continent.
- Les conditions disparates d'endettement et de financement: des taux de croissance inégaux, des allocations et transferts dissemblables de ressources intérieures et extérieures; une viabilité extérieure maîtrisée à des degrés divers. La discussion a mis l'accent sur la nature des transferts nets négatifs enregistrés, par certains pays, le lien entre la dette et la fuite des capitaux, la nécessité de prendre en compte le caractère non renouvelable des ressources naturelles.
- Les perspectives différenciées et incertaines de financement et d'endettement: des besoins partout croissants de financement; une dépendance accrue à l'égard du système financier international; des risques permanents de taux de change, de taux d'intérêt et de termes de l'échange; des règles renforcées de l'architecture financière internationale; des risques accrus de marginalisation, d'obtention difficile de capitaux étrangers et de baisses de l'aide publique. La discussion a mis l'accent sur la baisse en 1998 des flux de capitaux vers l'Afrique du Nord.

2. Contexte historique du problème de la dette

- Historiquement, le problème de la dette est la conséquence de l'endettement excessif des Etats pour des opérations à rentabilité économique incertaine, mais garantie par les gouvernements de ces Etats.
- Les problèmes actuels de gestion de la dette ne sont qu'un des symptômes d'un malaise historique et structurel de l'endettement tant interne qu'externe.

3. Responsabilité

- Elle relève des créanciers qui ont apporté des réponses insuffisantes au problème de l'endettement.
L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) est positive mais demeure en deçà des besoins. Les problèmes des pays à revenu intermédiaire ne sont pas pris en charge et les solutions préconisées ne prennent pas en compte la notion de risque moral et de la responsabilité des créanciers dans les mauvais prêts des années 1970 et 1980. En ce qui concerne les pays de la sous-région, il doit être tenu compte de leur droit à la croissance et à un développement humain durable comme l'intérêt des créanciers est de donner aux pays débiteurs une importance en rapport avec celle de leur marché. De même il serait judicieux de ne pas isoler la sphère financière de celle du secteur productif.
- Il est nécessaire de reconnaître que les débiteurs et les créanciers ont une responsabilité partagée en matière de règlement du problème de la dette. A cette fin, et particulièrement dans la sous-région d'Afrique du Nord, il convient d'œuvrer à la coordination des positions adoptées dans le processus du traitement de la dette.

4 Liens

- Les efforts d'amélioration des politiques de la dette doivent tenir compte des nouvelles idées et des débats récents en la matière (architecture financière internationale, législation internationale de la dette, traitement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et des pays à revenu intermédiaire).
- Il est important de garder à l'esprit le lien existant entre la dette publique intérieure et la dette publique extérieure en ce sens que les deux ont un impact commun sur l'investissement et les dépenses sociales.
- La volatilité des capitaux influe directement sur la dette et participe à la création des difficultés rencontrées pour son service ; et également en matière de création de dette et en matière de difficulté de remboursement.
- Il est crucial de transférer des ressources résultant de l'allègement de la dette au profit des dépenses sociales si celles-ci n'impliquent pas de transfert des secteurs sociaux vers d'autres secteurs.

5. Expériences en matière de rééchelonnement et d'allègement de la dette extérieure : quelques enseignements

- L'endettement a un impact résolument négatif sur la performance économique des pays débiteurs, y compris sur leur système productif, sur leurs investissements et par conséquent sur leur croissance, à cet égard il

est nécessaire de mettre l'accent sur l'allégement du poids du service de la dette et du stock de la dette.

- L'organisation de la gestion de la dette doit être intégrée à celle de l'économie nationale, tenir compte des règles de l'architecture financière internationale et les faire progresser, gérer le risque, impulser une meilleure information sur la dette et assurer la transparence fiscale.
- Le rééchelonnement de la dette a plus servi les intérêts des créanciers que ceux des pays débiteurs, non seulement par l'accroissement du poids de la dette mais également, par la mise en place de conditions plus draconiennes.
- Certains pays d'Afrique du Nord ont déjà abandonné l'approche du rééchelonnement de la dette et ont adopté sa gestion active y compris par le recours à des alternatives telle que la conversion de la dette en investissement.
- La technique de conversion de la dette en investissements, bien qu'elle permette de contribuer à la promotion des investissements et à la croissance, demeure toutefois limitée par sa nature politique ainsi que par le besoin de mobiliser d'autres ressources visant à éviter les effets inflationnistes et l'«effet d'évincement» sur les investisseurs locaux.
- Il serait également utile d'explorer les possibilités de mise en application des swap de la dette dans tous les pays d'Afrique du Nord.
- L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a révélé certaines limites, parmi lesquelles figurent l'application de critères controversés et politiques tels que les droits de l'Homme, alors que les critères applicables devraient être économiques et sociaux ; de même ces critères pourraient contrarier le droit au développement et à la croissance des pays endettés à revenu intermédiaire. Aussi il est apparu nécessaire d'inviter à la révision du traitement appliqué aux pays africains à revenu intermédiaire, par la communauté internationale. Celle-ci doit prendre en compte le fait que les pays intermédiaires de la région représente environ 85% du PIB et peuvent jouer un rôle moteur dans la croissance au sein du continent.
- La résolution du problème de la dette relève essentiellement du développement économique et de la croissance. Le rééchelonnement de la dette n'est qu'une des manières d'alléger le problème en permettant une restructuration du stock de la dette ainsi que l'accès au système financier international ouvrant les possibilités de financer le développement.
- Lors de la conception de politiques de gestion de la dette, il y a lieu d'assurer la durabilité du développement et la viabilité de la dette à long terme comme il est nécessaire de mener une saine politique macro-

économique, d'endettement intérieur et de lutte contre la fuite des capitaux.

6. La micro gestion de la dette : un domaine pluridisciplinaire

- La gestion de la dette est en relation directe avec la gestion de l'économie et elle constitue un outil de financement du développement. Toute analyse économique exige la prise en compte des flux financiers (emprunts et service de la dette).
- La gestion de la dette est aussi en relation avec la politique de crédit, la politique monétaire, les règles du droit, de la comptabilité et de la fiscalité.
- Pour la gestion administrative de la dette, il convient de tenir compte du cycle suivant :
 - a) Une stratégie d'endettement ;
 - b) Une négociation efficace ;
 - c) Une mise en vigueur efficace ;
 - d) Une mobilisation efficace ;
 - e) Un suivi efficace du service de la dette ;
 - f) Une production statistique efficace.
- Pour l'organisation de la gestion de la dette, il y a lieu de considérer l'ensemble des aspects légaux qui doivent s'harmoniser avec les attributions des différents intervenants dans sa gestion. La gestion de la dette doit être assurée par le Ministère des finances parce qu'elle traite d'opérations financières et le rôle de la Banque centrale demeure celui du banquier de l'Etat répondant à ses besoins statistiques (banque de paiement, politique monétaire, politique de crédit, dette privée).

B. *Etablissement de liens entre la dette et la promotion de l'investissement*

1. Conversion des dettes en investissements

- Les principales catégories de conversions de dettes pour l'investissement sont les conversions de dette en participation (actions, actifs) et les conversions de dettes pour le développement. Les conversions de dettes en participations (Maroc), sont des échanges de dettes permettant de financer un investissement privé, que ce soit un investissement direct ou une opération de privatisation. Les conversions de dettes pour le développement (Egypte, Soudan, Tunisie) sont des échanges de dettes sur une base non lucrative, et dont le but est de favoriser le développement et le bien-être social.

- Les effets des conversions des dettes en investissements sont variés : réduction de la dette, accroissement des investissements directs étrangers, mais aussi risque inflationniste, fuite ou rapatriement de capitaux, et modification de l'équilibre de la balance des paiements. Ces effets dépendent de la situation des pays concernés et du contenu exact des conversions conduites. Il est sans doute utile pour les pays d'Afrique du Nord d'étudier les expériences d'autres pays d'Asie et d'Amérique latine.
- L'objectif de la conversion des dettes doit être précisé pour savoir si cette pratique vise la relance des investissements ou la privatisation. De même, son effet sur les exportations nationales pourrait être maximisé. En ce sens, l'expérience marocaine mérite d'être examinée par les autres pays de la sous-région.
- Il serait utile d'explorer davantage l'impact de la reconversion des dettes en investissements dans le cadre d'une plus grande intégration des pays de la sous-région.

2. Promotion des investissements

- En matière de promotion des investissements, les pays d'Afrique du Nord ont adapté leurs politiques, y compris au niveau législatif dans le but d'offrir un cadre attractif aux investissements directs étrangers. Toutefois, ces pays ne semblent pas avoir suffisamment tiré profit de ces investissements et les succès enregistrés sont relativement modérés puis qu'ils dépendent de certains facteurs externes. Cette performance modérée en matière d'attraction d'investissement vers la sous-région résulte d'une situation macro-économique et politique particulière, d'un faible engagement dans la privatisation et de certains faits négatifs ayant marqué la communauté des affaires. En ce qui concerne la Libye et le Soudan, les sanctions économiques qui leur ont été imposées ont eu un effet négatif certain.
- Parallèlement aux cadres de politique bilatérale et aux mesures fiscales d'encouragement destinées à attirer les investissements étrangers et devenues courantes dans plusieurs pays en développement, d'autres données économiques sont apparues et ont prouvé leur influence déterminante en ce domaine. Les plus importantes concernent l'étendue des marchés, leur proximité, la productivité de la main d'œuvre et le taux de rentabilité des investissements.
- Afin d'éviter les problèmes futurs liés à la dette, il est important de mettre en œuvre une politique active pour attirer les capitaux. A cet égard, il est important de mettre en place des mécanismes permettant de réduire les coûts pour les investisseurs et développer le marché financier national y compris le marché boursier.

C. *Promotion du commerce*

- Certains instruments que le Centre de Commerce International a développé et mis au service des pays en développement en vue de permettre le diagnostic et l'analyse des marchés ont été présentés :
 - TradeMap ;
 - Indice des performances du Commerce International (TPI) ;
 - PC-TAS ;
 - TradeMap et TradeSim interactifs.
- Ces instruments ont en commun les caractéristiques suivantes :
 - Répondent à une demande effective ;
 - S'appliquent aux différents pays ;
 - S'adaptent aux facteurs nationaux ;
 - Sont peu coûteux ;
 - Sont à la pointe ;
 - Sont complémentaires.
- Comme illustration, des exemples concrets d'applications des deux instruments TradeMap et Indice de Performance du Commerce International dans les pays de la sous-région ont été présentés. Les participants ont également été informés de la disponibilité d'une base de données sur le commerce appelée COMTRADE.
- Il a été constaté que malgré l'existence d'un énorme potentiel commercial d'exportation au sein des pays participants, les flux commerciaux intra-régionaux continuent à être réduits en raison de certains obstacles. Ces obstacles sont principalement dominés par l'indisponibilité ou l'inexistence de l'information aussi bien d'ordre technique que financière et commerciale. Le Centre du Commerce International, point central du système des Nations Unies pour la coopération technique avec les pays en voie de développement dans le domaine des échanges commerciaux, pourrait contribuer aux efforts de promotion du commerce intraregional en mettant à la disposition des pays de la sous-région les instruments et l'expertise dont il dispose.
- Compte tenu également de l'existence de certains obstacles de nature réglementaires (tarifaires et non-tarifaires), il a été envisagé de procéder, dans une première étape, à leur recensement et d'étudier leurs effets. De même, une discussion a porté sur l'utilité de la création d'une zone de libre échange entre les pays de la sous-région qui permettrait une meilleure circulation des biens dans la sous-région.

- La conception d'une base de données concernant les produits, les normes et les droits de douane applicables dans chacun des pays de la sous-région s'avère utile ainsi que la création d'un site marchand répertoriant les exportateurs et importateurs nationaux.
- Les agences de promotion du commerce des pays de la sous-région sont invitées à conclure des accords de coopération pour faciliter l'échange d'information, d'expériences et l'élaboration de programmes de travail communs.

VII. RECOMMANDATIONS

13. La réunion a adopté les recommandations suivantes :

A. Recommandations sur la gestion de la dette

1. Appeler la communauté internationale à revoir ses engagements en matière d'allègement du fardeau de la dette de manière à l'étendre aux pays à revenu intermédiaire appartenant à la tranche inférieure (PNB/Hab. : 786\$ – 3,125\$) qui sont lourdement endettés et vulnérables aux chocs exogènes. Ces pays peuvent jouer un rôle moteur en Afrique puisqu'ils représentent environ 85% du PIB du continent, mais aussi 46% du stock de la dette et 66% de son service au niveau africain.
2. L'examen de l'historique du surendettement montre que les prêteurs, par l'octroi de prêts à des conditions de taux et de durée sévères, sans rapport ni étude de la capacité d'absorption et de remboursement de l'emprunteur, ont une responsabilité morale dans la crise de la dette. Il est recommandé d'examiner comment impliquer les créanciers dans la prise en charge de leur responsabilité par un partage équitable du fardeau de la dette.
3. Conduire :
 - une étude approfondie sous l'égide du CDSR, concernant les formes et modalités de conversions de dettes en investissement, et
 - une étude concernant les critères de classement des pays endettés et la soutenabilité de leur endettement notamment pour prendre en compte le fait que les pays à revenu intermédiaires sensibles aux chocs externes peuvent basculer dans la liste des pays pauvres très endettés (PPTE).
4. Rechercher des mécanismes de coordination entre les pays de la sous-région pour une meilleure négociation avec les pays créanciers, des possibilités de traitement global des dettes plutôt qu'un traitement ponctuel et isolé. De même, il est recommandé de rechercher de nouveaux mécanismes d'allègement de la dette à mettre en œuvre par les pays de la région.
5. Rechercher des possibilités de financement pour l'organisation de formation pointue sur les méthodes et outils de gestion des risques de taux de change et de taux d'intérêt liés à la dette extérieure.
6. Rappeler que dans le cadre de l'initiative du G7 relative à la réduction de la dette en principal et intérêts en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), le respect des indicateurs établis doit être observé sans discrimination.

B. Recommandation pour la promotion de l'investissement

1. Organiser un séminaire sur l'échange d'expériences menées par des Etats d'Afrique du Nord en matière d'investissement et sur les difficultés auxquelles se heurtent ces investissements dans les pays de la sous-région, sous l'égide du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord (CDSR), en collaboration avec l'organisation des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

C. Recommandations pour le secteur du commerce

1. Concevoir et mettre en place un réseau d'informations commerciales pour la sous-région interconnecté aux réseaux nationaux.
2. Mettre en place une base de données concernant les réglementations nationales en matière de normes, de standards et de réglementations spécifiques.
3. Organiser des rencontres au niveau régional entre experts et institutions concernés pour étudier les implications du commerce électronique, y compris dans le domaine de la formation.
4. Dynamiser les échanges commerciaux entre les pays d'Afrique du Nord à la lumière des accords sur les zones de libre échange conclus par certains pays.

VIII – QUESTIONS DIVERSES

14. Aucune question n'a été soulevée sous ce point de l'ordre du jour.

IX. ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA REUNION

15. Le rapport du séminaire sur la gestion de la dette, l'investissement et le commerce a été lu et adopté le 12 novembre 1999.

16. Une motion de remerciements à Sa Majesté le roi Mohammed VI roi du Maroc, au Gouvernement et au peuple marocains a été lue par Monsieur Mohye Akl (Egypte) au nom de l'ensemble des participants (Annexe III). Le président a ensuite déclaré la clôture des travaux du séminaire.

ANNEXE I

PRESENTATIONS DES PAYS

ALGERIE

A. Gestion de la dette extérieure et réformes économiques

La crise d'endettement vécue par l'Algérie a été «solutionnée» momentanément par la technique du rééchelonnement en 1994.

Une telle opération, qui par ailleurs sert davantage les intérêts des pays créanciers, a été adossée à une réforme économique en profondeur consacrant l'économie de marché et l'insertion dans la mondialisation ainsi qu'à une reprise spectaculaire des investissements dans le secteur des hydrocarbures en association avec des partenaires étrangers.

Les résultats acquis à ce jour sont prometteurs à la lumière du retour de la croissance économique depuis 1997 et du rétablissement des grands équilibres macro-financiers et économique.

Il reste maintenant, entre autres, à gérer le stock de la dette extérieure par une politique dynamique de conversion de dettes contre cession d'actifs dans l'optique d'une privatisation de qualité, réhabilitant le tissu industriel, et d'une réduction de la dette extérieure seule solution durable.

B. Secteur du commerce extérieur

Le commerce extérieur de l'Algérie se caractérise par une forte dépendance à l'égard des hydrocarbures. Il existe donc un besoin de diversification des exportations dont le potentiel existe à travers la production de bien d'équipements, tels matériels de transport, matériel électronique, matériels de bâtiments et travaux publics, produits de l'industrie chimique, pharmaceutique, cosmétiques ...

Des mesures ont été prises et mises en œuvre pour soutenir cette action de diversification. Parmi ces mesures, on peut citer les plus importantes :

- Création de l'Office Algérien de Promotion du Commerce extérieur ;
- Création de la Caisse Algérienne de Garantie des Exportations ;
- Mise en place du Fonds Spécial de Promotion des Exportations ;
- Création du Trade Point ;
- Création de guichets exports auprès des banques ;
- Facilitation des opérations de dédouanement qui peuvent s'accomplir sur site de production ;
- Financement des contrats d'exportation ;

- Exonérations fiscales.

La dynamique constatée et les premières opérations montrent à l'évidence que ces mesures sont rentables.

Ainsi, en 1998, des contrats d'exportations de matériels de transport, de matériel agricole, d'équipements électroménagers, de produits chimiques et pharmaceutiques ont été conclus.

Une relance des exportations agricoles a également été observée. C'est donc une amélioration des mesures d'encouragement à l'export, une meilleure assistance, une compression des coûts de production qui permettront de conduire le programme de diversification à bonnes fins et d'atteindre l'objectif minimal de 2 milliards de dollars pour l'année 1999, en produits hors hydrocarbures.

EGYPTE

A. Gestion de la dette

Les autorités égyptiennes ont considéré que la technique de conversion de la dette à travers leur transfert à des personnes ou des établissements souvent égyptiens était plus avantageuse que l'échange de dettes en actions et en obligations. Depuis 1989, le gouvernement Egyptien a approuvé cette pratique à condition que les cas soient examinés un à un. Un des principaux avantages de cette pratique consiste dans le fait que la majorité des participants sont des Egyptiens désireux de rapatrier leurs capitaux de l'étranger vers l'Egypte.

Les principaux éléments du rachat de la dette en Egypte se présente comme suit :

- a) Mise sur pied d'un comité fixant les modalités relatives du programme de rachat de la dette en livre égyptienne.
- b) Examen des demandes présentées dans le cadre des programmes de règlement de la dette conformément aux modalités en vigueur.
- c) Mise à disposition de tous les individus de l'opportunité de présenter des demandes relatives au règlement de la dette en livres égyptiennes aussi bien en faveur des bénéficiaires des programmes ou à travers des intermédiaires à condition que chaque décision d'admissibilité soit assortie d'une limitation stipulant la nécessité d'en faire usage dans les domaines ayant trait à l'investissement, les exportations, ou le remboursement des dettes locales.

B. Développement commercial

Le Gouvernement égyptien a mis en œuvre des mesures de soutien aux activités d'exportation parmi lesquelles :

- La levée de l'interdiction qui frappait l'exportation de certains produits à l'exception des cuirs bruts.
- L'exonération de toutes les taxes imposées à l'exportation.
- Le soutien aux sociétés exerçant dans le secteur du commerce extérieure.
- La mise en place d'un système de remboursement d'une partie des importations gouvernementales en équipement par les exportations égyptiennes (offset).
- La mise à disposition des exportateurs d'un montant de 10 millions de livres égyptiennes, destiné à couvrir une partie des charges des sociétés dues aux risques d'exportation vers les pays à haut risque et à financer l'exportation à des conditions avantageuses.

- Les mesures d'encouragement aux entreprises du secteur public et privé en vue d'étendre leurs activités en dehors de l'Egypte.
- Le remboursement des taxes douanières sur les drawback, et de l'impôt sur le chiffre d'affaires pour les matières premières servant à la production destinée à l'exportation sur la base de nomenclatures.
- Les mesures de mise à disposition de services à l'appui des opérations d'exportations en assurant par exemple des liaisons aériennes régulières et des lignes maritimes à destination des marchés cibles, la création d'une foire permanente pour l'exposition, à titre gracieux, d'échantillon de produits destinés à l'exportation à la Cité Nasr au Caire et de missions visant à promouvoir les exportations égyptiennes sur les marchés cibles, et la mise à disposition de données et informations, à titre gracieux, sur ces marchés etc. De même pour les exportations de services.
- Les exportations ont également été exonérées de tous les types d'impôts et taxes y compris l'impôt sur les bénéfices commerciaux.

C. Investissement

Le gouvernement égyptien a adopté des politiques de réformes et de libéralisation de l'économie fondées sur des programmes de réformes portant sur plusieurs phases visant essentiellement à accroître le rôle du secteur privé et le recours aux mécanismes de marchés.

L'Egypte se distingue par sa position particulière qui attire les investissements étrangers caractérisée par ce qui suit :

1. Marché local de 65 millions d'habitants outre l'adhésion de l'Egypte au marché commun des pays d'Afrique de l'Est et du Sud (COMESA), dont la population est estimée à environ 360 millions d'habitants. Il est prévu que toutes les barrières douanières et non douanières entre ces pays soient levées en Octobre 2000.
2. Une structure moderne de base étendue sur l'ensemble du pays dotée d'aéroports, de ports, d'installations, de routes, etc.
3. Une économie fondée sur les mécanismes de marché enregistrant un taux de croissance moyenne et continue qui a atteint 5.7% en 1998 avec un taux d'inflation réduit estimé l'an dernier à environ 4%.
4. Des structures de production variées y compris des industries de bases comme le fer, l'acier, et le ciment.
5. L'existence de facteurs de production y compris des terrains viabilisés dotés d'installations et de main-d'œuvre qualifiée à des prix compétitifs.

6. Un programme ambitieux de privatisation.
7. Des projets de grande envergure tels que le projet du canal Tushky et Shark Laouinate et le projet Taraat Assalam, Shark Port Said et le projet du nord du Golf du Suez.

MAROC

A. La dette extérieure

En 1993 et après une décennie d'ajustement structural et de rééchelonnement, le Maroc a réussi à améliorer significativement ses équilibres économiques et financiers et à sortir du cycle de rééchelonnement. Toutefois, le poids de la dette extérieure est demeuré élevé. Pour réduire ce poids, le Maroc a engagé parallèlement à une politique prudente d'endettement, une politique de gestion active de la dette extérieure et ce à partir de 1996. En conséquence, il a été possible d'améliorer les indicateurs d'endettement extérieur (stock de la dette/PIB : 52,4% en 1998 contre 80% en 1992 et 122% en 1985, service de la dette extérieure/recette courante de la balance des paiements : 23,8% en 1998 contre 34% en 1992).

- Amélioration des méthodes de gestion courantes de la dette extérieure : Condition nécessaire pour une meilleure maîtrise de l'endettement)

Les principales actions entreprises dans ce sens sont :

- réorganisation et dynamisation de la structure chargée de gérer la dette extérieure ;
- amélioration des méthodes de collecte de l'information relative à la dette extérieure ;
- développement d'un système informatique permettant l'amélioration de la qualité de la gestion de la dette et du traitement des données .
- Opérations de gestion active de la dette active extérieure entreprises par le Maroc

Les principes mécanismes mis en place sont :

- Conversion de dette en investissements privés : l'investisseur dont le projet est agréé par les autorités marocaines achète auprès du créancier une dette marocaine avec un prix compris entre 50% et 56% non inclus. Le même jour, le créancier notifie au Maroc l'annulation de 100% du montant de la dette rachetée. Dans un délai de 15 jours maximum, le trésor marocain verse à l'investisseur sur son compte ouvert dans une banque marocaine la contre-valeur en monnaie locale de 56% du montant nominal de la dette rachetée.
- Conversion de la dette en investissements publics : abandon par le créancier de dettes en contrepartie de l'utilisation par le Maroc de la contre-valeur en dirham dans le financement de projets publics de développement.
- Refinancement de dettes onéreuses : substituer une nouvelle dette contractée à des taux d'intérêts à une dette existante contractée à des conditions onéreuses.

- Renégociation de taux d'intérêts onéreuses.
- Amélioration de la structure par devise de la dette extérieure pour le faire converger vers la structure par devise de non échanges extérieures.

- Perspectives en matière de gestion de la dette extérieures

Objectifs :

- Ramener à l'horizon 2003, le poids de la dette extérieure au niveau jugé soutenable de 40% du PIB ;
- Alléger la charge du service de la dette sur les finances publiques et les équilibres extérieurs ;
- Atténuer les flux nets négatifs par l'équilibrage des amortissements et des tirages ;
- Tendre vers une adéquate de structures par devise entre la dette extérieure et les règlements avec l'étranger.

Moyens :

- Poursuite de la politique prudente d'endettement ;
- Renforcement des actions de restructuration déjà mises en place ;
- Prospection de nouveaux mécanismes d'allègement de la dette extérieure ;
- Développement de capacités en termes de gestion des risques liés à la dette extérieure .

B. Promotion des investissements

L'investissement se présente aujourd'hui comme un facteur déterminant pour assurer aux économies des pays en développement une croissance durable et soutenue et un outil important des politiques nationales de développement.

Pour être compétitif dans l'attraction des IED, les PED ont entrepris des réformes en vue d'améliorer les conditions d'investissement et offrir une meilleure protection aux investissements étrangers.

Dans ce cadre, le Maroc a mis en place d'importantes réformes pour assainir et améliorer l'environnement macro-économique afin de leur rendre plus fiable ; prévisible et propice aux affaires : (réformes entreprises dans le cadre du P.A.S et la mise en place durant les années 90 d'un nouveau dispositif juridique : code de commerce, loi sur les sociétés, création des tribunaux de sociétés et des réformes en cours telles que : code des douanes, code du travail, loi sur la concurrence des prix, loi relative à la protection de la propriété intellectuelle et industrielle).

Parallèlement à ces réformes touchant le système productif, le Maroc a entrepris et poursuit des réformes profonds de son marché des capitaux en vue d'accélérer sa modernisation et de rendre plus attrayant vis à vis des investisseurs.

A coté de ces mesures qui visent la réduction des risques inhérents à l'investissement, il Importe de souligner la mise en place d'importantes mesures dans le but de réduire les coûts liés à l'investissement à savoir :

- La charte d'investissement en application depuis 1996 ;
- L'accueil et l'assistance des investisseurs assurée par la Direction des investisseurs étrangers ;
- Nouvelles mesures d'incitation.

Cette mise à niveau de la législation marocaine aux stands internationaux, notamment européens, conjuguée à sa position géographique, proximité de l'Europe ne manque pas de drainer un flux important des flux des IED. A ce effet, le Maroc essaie d'exploiter cet atout et de rendre le Maroc en tant que terre d'accueil des investissements au niveau local mais aussi au niveau régional en tant que plate forme d'exportation vers d'autres pays africains.

MAURITANIE

Gestion de la dette extérieure

Depuis 1985, le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie a mis en œuvre des réformes macro-économique et structurelles avec pour objectif d'améliorer ses perspectives de développement et de croissance avec l'appui de la communauté internationale en général et des institutions de Breton Woods en particulier.

Néanmoins le fardeau de la dette est extrêmement lourd particulièrement pour un pays ayant un des revenus par habitant les plus bas du monde (\$ E.U. 500 en 1996). Les contraintes budgétaires dues au services de la dette limitent les ressources disponibles pour l'investissement dans le développement du capital humain pour assurer une meilleure productivité, ainsi que dans l'infrastructure pour appuyer le développement du secteur privé, un des moteurs de la future croissance économique du pays. Ainsi le fardeau de la dette continue d'être un frein à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, particulièrement dans le milieu rural.

Les ratios d'endettement se montaient en fin 1998 selon les scénarios de base de HIPC 1 à :

- 318% pour le ratio de la valeur actualisée de la dette sur les exportations ;
- 561% pour le ratio de la valeur actualisée sur les recettes.

Jusqu'à présent le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie a poursuivi une politique de gestion de la dette basée sur une stratégie de renforcement de la dette en fonction des contraintes de la balance des paiements et de la liquidité du Trésor. Ceci s'est traduit par une politique de renégociations auprès de ces créanciers bilatéraux et du rachat de sa dette commerciale.

La Mauritanie poursuit une politique d'endettement qui consiste en priorité à obtenir des dons pour le financement de ses projets. Si cela n'est pas possible, le pays s'engage à contracter des financements en des termes très concessionnels. Le pays ne peut emprunter que si la maturité du prêt est supérieur à vingt ans avec une période de grâce d'au moins cinq ans, et un taux d'intérêt ne dépassant pas cinq pour cent. Par ailleurs cette politique exclut le recours à des prêts commerciaux pour le financement des projets et programmes de l'Etat.

Historiquement, la base de données a été maintenue à la Banque Centrale de Mauritanie (BCM). Le Gouvernement a fait appel à la CNUCED pour installer le logiciel de gestion de la dette (SYGADE) grâce au financement de la Suisse, et pour former le personnel de la Direction de la Dette Extérieure du Ministère des Finances à son utilisation. Ainsi la Mauritanie possède maintenant une base de données réconciliée avec tous ses créanciers qui pourra faciliter le travail du comité et la gestion opérationnelle de la dette. Le gouvernement désirerait que la BCM et le Ministère des Finances aient un logiciel qui puisse être relié afin que le pays ait une vision complète de son endettement. Actuellement, grâce au financement de la Banque Islamique de Développement, la

Direction a déjà réceptionné l'installation d'un système réseau (1 serveur et 5 stations). Le Sygade 5.2 sera installé dans les prochaines semaines.

Besoin d'allègement à court terme

Pour que le service de la dette soit compatible à la situation économique et financière du pays, il faudrait que le Mauritanie reçoive une assistance supplémentaire d'environ \$400 millions entre 1998 et 2001 afin que ces ratios puissent être ramenés à un niveau soutenable.

Il est clair que le fardeau fiscal de la dette de la Mauritanie est insoutenable à moyen et long terme, et que le pays est éligible à un allègement important de sa dette multilatérale. Cette note a montré clairement que :

- La Mauritanie est éligible à l'initiative PPTE sur la base des ratios sus-évoqués ;
- Son ratio de sortie doit être de 250% après actualisation de l'initiative, ce qui correspond à un ratio VAN dette / X de 193% soit une réduction de 400 millions de \$US en valeur actualisée ;
- Le fardeau fiscal de la dette durant la période intermédiaire n'est pas résolu par l'initiative PPTE.
- L'assistance sera calculée au point de décision avec les données réelles et non projetée au point d'exécution. Cette assistance ne sera libérée qu'au point d'exécution.

La Mauritanie est prête à jouer son rôle dans les discussions tripartites avec les institutions de Bretton Woods ainsi que durant les négociations avec le Club de Paris et autres créanciers prévues dans le cadre de l'initiative PPTE, et à continuer ce dialogue avec ses bailleurs de fonds pour les informer sur l'évolution du problème du fardeau de la dette en Mauritanie, et les besoins d'allègement.

SOUDAN

Gestion de la dette extérieure

Le processus d'endettement a commencé au Soudan au cours des années 50. Son endettement s'est accru auprès des organisations internationales, régionales et auprès des pays de coopération bilatérale et leurs diverses institutions et banques commerciales avec des facilités consenties aux importateurs. Le flux global a atteint durant la période 1983 – 1992 environ 6,8 milliards de dollars selon les estimations de la CNUCED. L'afflux de dons et d'emprunts vers le Soudan a accru sa dépendance vis-à-vis de ces sources. Les années 80 ont vu surgir des difficultés face aux opérations de remboursement des dettes, les emprunts ont alors été suspendus même pour les projets dont l'exécution était en cours.

Les comptes de l'endettement ont continué à s'accroître par voie d'accumulation pour atteindre au début des années 90 environ 14 milliards de dollars et 21,7 milliards de dollars. La part du service de la dette s'est élevée à 13,1 milliards de dollars par rapport à l'ensemble du stock de la dette. L'endettement extérieure représente 2800 % des exportations du Soudan et 200% du PIB. Son remboursement équivaldrait à 20 ans d'exportation.

Le Soudan n'a pu bénéficier d'aucune opportunité d'étude sur la gestion des dettes extérieures et les impacts de financement. Toutefois, la crise actuelle de l'endettement et l'incapacité de remboursement confirme l'existence de facteurs ayant engendré la crise actuelle. Ces facteurs sont d'ordre internes externes :

- Sur le plan national, l'endettement ne s'est pas accompagné d'une stratégie nationale tenant compte de l'impact des dettes sur la balance des paiements, le budget et la politique d'investissement.
- Sur le plan extérieur, l'augmentation des prix du pétrole des années 70, la détérioration des balances des paiements des pays en développement importateurs de pétrole en même temps que l'existence de possibilités d'endettements en raison de l'accumulation d'excédents financiers auprès de certaines banques commerciales et Etats, a amené ces banques à octroyer des emprunts sans études préalables de possibilités de remboursement des dettes en principal et intérêts.

Les emprunts reçus par le Soudan ne lui ont pas permis de générer des revenus suffisants pour couvrir leurs coûts. Cela apparaît clairement à travers les quelques exemples suivants :

- Sur le plan macro-économique, les indicateurs économiques comme les exportations et les importations indiquent la baisse des produits d'exportation tels que les oléagineux et le coton durant la période 1970-1990 alors que les importations se sont accrues pour même période alors que le secteur agricole a bénéficié d'une part importante de ces emprunts.

- Sur le plan micro-économique, le projet Al Jazira et le projet du réseau de chemin de fer se sont accaparés d'une grande partie de ces emprunts sans pour autant connaître d'amélioration sensible, d'autres projets auxquels des emprunts ont été affectés n'ont jamais vu le jour.

Avec l'avènement de la crise économique mondiale, des négociations ont été menées en vue de trouver une solution à cette crise et ont abouti au rééchelonnement de la dette. Le Soudan compte parmi les premiers pays d'Afrique à avoir procédé au rééchelonnement de ses dettes en 1979, 1982, 1983 et 1984. L'enseignement que le Soudan a tiré de son expérience de rééchelonnement de dettes est que cette technique n'entraîne pas de baisse du volume de la dette mais se limite à étendre les délais de remboursement des dettes échues avec l'augmentation des taux d'intérêts.

Certains pays dont le Soudan ont adopté des politiques de réformes structurelles visant à réduire le stock de la dette sans pour autant réussir à alléger son poids. Parmi les initiatives entreprises, celles des pays du G7 adoptées par le FMI tendant à annuler une partie du principal et à l'exonération des intérêts sous certaines conditions et à dans des proportions en rapport avec les exportations et les importations et le PIB. Les pays pauvres réunissant ces conditions sont admissibles à l'initiative, et près de six Etats ont été qualifiés. Bien que le Soudan ait satisfait aux conditions d'admissibilité, celui-ci n'a pas été qualifié.

Il est donc nécessaire de ne pas politiser la question de la dette et de ne pas recourir à la sélection dans les efforts visant à trouver des solutions.

L'initiative précitée constitue une bonne solution au problème de l'endettement parallèlement à un accroissement de l'assistance financière et technique et des investissements de manière à permettre à l'Etat de s'adapter aux changements internationaux et de dépasser les impacts négatifs de l'endettement.

Le Soudan est un cas exceptionnel puisqu'il est plus affecté que les autres pays en développement en raison de l'embargo économique imposé par les Etats Unis et du gel des échéances dans le cadre de la convention de Lomé.

TUNISIE

A. Gestion de la dette extérieure

La mobilisation d'emprunts extérieurs considérés comme complément à l'épargne nationale et outil de la politique du développement fixée pour le pays dans les plans de développement ne pose pas de problème de gestion du fait notamment qu'elle portait jusqu'en 1987 essentiellement sur des financements octroyés par des gouvernements étrangers.

A compter de cette date et vue le niveau élevé atteint par le produit intérieur brut par tête d'habitant, les emprunts provenant de cette source de financement ont commencé à se réduire. Pour faire face à cette tendance qui va entraîner notamment la modification de la structure de la dette et rapprocher son profil de celui du marché financier international, il a été décidé d'informatiser sa gestion.

Le projet d'informatisation a concerné la dette publique extérieure représentant la part prépondérante de la dette extérieure. Ce projet a été mis en œuvre par le Ministère des Finances chargé du remboursement de cette dette.

Ce projet a été étendu en 1994 à la dette extérieure des entreprises garantie par l'Etat et à la dette privée. Actuellement des mesures sont en cours d'étude afin de trouver des solutions aux retards de collecte d'information.

Il convient de noter que ce projet élaboré par l'expertise locale a permis :

- de fournir une base de données et l'élaboration de statistiques rétrospectives et prospectives pour le suivi et l'évaluation de la capacité d'endettement du pays ;
- de procéder à une gestion dynamique de la dette telles que des opérations de swaps.

Enfin, il faut signaler que certes un système de gestion performant de la dette extérieure est un outil fondamental pour son suivi et sa maîtrise. Toutefois, la problématique de la dette demeure posée sans une économie solide et diversifiée et dotée des moyens pour un développement durable.

B. L'expérience Tunisienne en matière de promotion des échanges extérieurs

L'expérience tunisienne dans la promotion des échanges extérieurs a connu une évolution en symbiose avec l'environnement national et international en passant par différentes étapes décisives traduisants le souci permanent d'adaptation aux besoins des opérateurs et aux mouvances du commerce international.

Les étapes principales se résument comme suit :

1. L'encouragement de l'industrialisation, l'ouverture de l'investissement aux apports étrangers, le défrichage du champ du commerce extérieur et l'initiation à l'acte d'exportation (prospections, études, foires et salons ...).
2. La diversification de l'offre tunisienne exportable avec la mise en exergue des industries manufacturières et l'ébauche de mesures et d'instruments d'accompagnement.
3. La libéralisation du commerce extérieur, l'adhésion aux nouvelles règles régissant les échanges commerciaux et l'octroi de la priorité au secteur de l'exportation considéré comme le moteur de la croissance.

L'exportation a bénéficié de plusieurs mesures d'encouragement couronnées par la création du Conseil Supérieur de l'Exportation sous la présidence directe du chef de l'Etat.

Le Conseil intervient à un stade supérieur de décisions dans le cadre de l'élaboration et de la conduite de la stratégie nationale de promotion des exportations.

A ce jour, le Conseil Supérieur de l'Exportation a pris plus de 60 décisions et mesures touchant à l'assouplissement des procédures, à l'encadrement, l'assistance, le soutien, les ressources humaines, la formation et aussi aux nouvelles technologies de l'information.

La panoplie de mesures et d'actions d'accompagnement et de promotion a eu un impact très positif sur les exportations tunisiennes.

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS / LIST OF PARTICIPANTS

ALGERIE

M. Mohamed El Hadi Khelifi
 Directeur général
 Office algérien de promotion du commerce extérieur (PROMEX)
 Ministère du commerce
 Adresse: B.P. 191 ; Hassen Badi, El Harrach, Alger
 Fax : (213-2) 52 11 26
 Tél : (213-2) 52 14 85
 E-mail : promex@ist.cerist.dz

M. Ali Touati
 Directeur général des changes
 Banque centrale d'Algérie
 Adresse: 38, Bd. Franklin Roosevelt, Alger
 Fax : (213-2) 23 96 14
 Tél. : (213-2) 23 02 16

M. Amrane Oulaceb
 Sous-directeur des emprunts extérieurs
 Direction générale du Trésor
 Ministère des finances
 Adresse: 77, Bd. Mohamed V, Alger
 Fax : (213-2) 73 56 16
 Tél : (213-2) 73 54 23

M. Mohamed Chérif Benerbaiha
 Directeur des études chargé de la coopération
 Délégation à la planification
 Adresse: El Biar, Alger
 Fax : (213-2) 92 52 73
 Tel : (213-) 92 21 17 / 92 27 70

EGYPT

Mr. Mohye Akl
 Under Secretary
 Egyptian Export Promotion Center
 Ministry of Economy and Foreign Trade
 Address: 106, Gameat El Doual El Arabia Street, Giza, Cairo
 Fax : (202) 348 41 42 – 348 40 56
 Tél : (202) 349 39 20 – 337 00 45
 E-mail : egexport@idscl.gov.eg

Mr. Hatem Mamoun El-Mokadem
 Economic Researcher
 Arab-African Cooperation Sector
 Ministry of International Cooperation
 Address: P.O.Box 2225, Cairo
 Fax : (202) 591 33 06
 Tél : (202) 591 33 70 / 20123482077

MAURITANIE

M. Mohamed Ould Ely
 Conseiller technique
 Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mauritanie
 Adresse: B.P.215, Nouakchott
 Fax : (222) 25 38 95
 Tél : (222) 25 36 53 / 29 22 29 (Dom)

M. Abderrahmane Ould Seyid
 Directeur adjoint de la dette extérieure
 Direction de la dette extérieure
 Ministère des finances
 Adresse: Nouakchott
 Fax : (222) 25 31 14
 Tél : (222) 25 41 61 / 25 54 26

MAROC

M. El Hassan Eddez
 Chef de service de la dette bilatérale
 Direction du trésor et des finances extérieures
 Ministère de l'économie et des finances
 Adresse: Résidence Narjis; Sect.18, bloc L, Appt.D3 ; Hay Riad, Rabat
 Fax : (212-7) 76 49 50
 Tél : (212-7) 76 17 88
 E-mail : e.eddez@dtfe.mfie.gov.ma

Mme. Samira Acherki
 Inspecteur divisionnaire
 Direction des investissements extérieurs
 Ministère de l'économie et des finances
 Adresse: 32, rue Hounaine, angle rue Michlifien, Agdal, Rabat
 Fax : (212-7) 67 34 17/42
 Tél : (212-7) 67 35 59
 E-mail : sacherki@hotmail.com

SUDAN

Ms. Fatima Ahmad El Geilani
 Director General
 Ministry of International Cooperation & Investment
 Address: P.O.Box 30 Burri/Khartoum
 Fax : (249-11) 77 01 56 / 78 68 90
 Tél : (249-11) 27 15 05 (Res.) / 77 28 78

Ms. Fatima Hassan Mansour
 Sudanese Investment Authority
 The Ministry of International relation ship & investment
 Address: P.O.Box 6284, Khartoum
 Fax : (249-11) 77 11 56 / 77 01 56
 Tél : (249-11) 77 10 63 / 77 00 39 – 77 06 91

Mr. El Fatih Abbas El Gourashi
 Sudanese Chambers of Industries Association
 Address: Africa Street - 51, P.O.Box 1701, Khartoum
 Fax : (249-11) 47 17 20
 Tél : (249-11) 47 17 40 / 47 17 41 / 47 17 45
 (249-11) 46 16 34 (res.)

TUNISIE

M. Mongi El Ouaer
 Directeur de la dette publique extérieure
 Ministère des finances
 Adresse: 1030, la Kasbah, Tunis
 Fax : (216-1) 56 24 15
 Tél : (216-1) 56 30 84

M. Ali Falah
 Directeur de la représentation commerciale tunisienne à Casablanca
 Centre de promotion des exportations (CEPEX)
 Adresse: 36A, Bd d'Anfa, Im. Anase, 9^{ème} étage, Casablanca
 Fax : (212-2) 27 49 63
 Tél : (212-2) 22 19 90 / 27 49 67
 E-mail : RCT@goldnet.net.ma

CO-ORGANISATEURS / CO-ORGANISERS

INTERNATIONAL TRADE CENTRE (ITC)

Mr. Mimouni Mondher

Quantitative Market Analyst

Strategic Market Research Unit

Address: 54-56, rue de Montbrillant, Palais des Nations, 1211 Geneva 10

Fax : 4122-730 05 77

Tel : 4122-730 03 71

Email : mimouni@intracen.org

UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT (UNCTAD)

Mr. Alain Bodin

Senior Debt Management Expert

Address: Palais des Nations, Geneva

Fax : 4122 907 01 23

Tél : 4122 907 58 56

E-mail : alain.bodin@unctad.org

Mr. Mongi Hamdi

First Economic Affairs Officer

National Innovation and Policy Branch

Address: Palais des Nations; Bureau E-10057, 1211 Geneva

Fax : 4122-907 01 97

Tel : 4122-917 50 69

E-mail : Mongi.Hamdi@unctad.org

WORLD BANK

Mr. Paolo B. Zacchia

Country Economist - Maghreb Department

Address: 1818, H Street, N.W, Washington DC 20433, USA

Fax : 202-477-8528

Tel : 202-473-1182

Email : pzacchia@worldbank.org

Mr. Mohey Ragab

Debt Specialist, Financial Data Team

Development Data Group

Development Economics

Address: 1818, H Street, N.W, Washington, DC 20433, USA

Fax : 202-522-3278

Tel : 202-473-3878

Email : MRAGAB@WORLDBANK.ORG

OBSERVATEURS / OBSERVERS

ORGANISATION ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (OADA)

M. Ahmed Abou Ayoub
 Directeur, Bureau régional
 Adresse: 17, rue Tiddas, Rabat-Chellah
 Fax : (212-7) 76 04 06
 Tél : (212-7) 76 74 76
 E-mail : aodart@mtds.com

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

M.. Bouna Sémou Diouf
 Représentant résident, Coordonnateur résident
 du système des Nations Unies au Maroc
 Adresse: Casier ONU, Rabat-Chellah
 Fax : (212-7) 70 15 66
 Tél : (212-7) 70 35 55
 E-mail : fo.mar@undp.org

M. Mohammed Bouassami
 Représentant résident assistant (programme)
 Rabat

UNION DU MAGHREB ARABE (UMA)

M. Hassan Sqalli
 Directeur des affaires éco.et de la coopération internationale
 Adresse: 27, Ave . Oqba – Agdal, Rabat
 Fax : (212-7) 77 26 93
 Tél : (212-7) 77 26 82 / 77 26 68 / 77 26 62

SECRETARIAT DE LA CEA

M. Mourad Labidi

Conseiller régional principal

Adresse: B.P. 3001, Addis-Abeba, Ethiopie

Fax : (251-1) 51 44 16

Tel : (251-1) 51 72 00 / 51 10 51

E-mail : labidi@un.org

SECRETARIAT DU CDSR

Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord (CDSR)

Pavillon international, Bd. Mohamed V

B.P. 316, Tanger

Fax : (212-9) 34 03 57

Tél : (212-9) 32 23 46 / 47

E-Mail : srdc@cybermania.net.com

Tanger

M. Abdelouahab Rezig

Directeur

M. Patrick Bugembe

Economiste principal

M. Thomas Goggin

Administrateur financier

M. José Luis de Pedro

Economiste

Mme. Aimée Andrianasolo

Economiste

Mme. Sémia G. De Tapia

Economiste

M. Lahcen Barkhoukh

Economiste, consultant auprès du CDSR

121 Bd de Paris ; appt.3 - Tanger

Tél. (212-9) 93 08 75

ANNEXE III

MOTION DE REMERCIEMENTS

A

**SA MAJESTE LE ROI MOHAMED VI DU MAROC,
AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE MAROCAINS**

Les participants au séminaire sur la Gestion de la dette extérieure, de l'investissement et du commerce en Afrique du Nord, organisé par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord, en coopération avec la Banque mondiale, le Centre du commerce international et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenu du 9 au 12 novembre 1999, ont l'honneur d'adresser à Sa Majesté le Roi Mohamed VI du Maroc, ainsi qu'au Gouvernement et au Peuple marocains, leurs plus vifs remerciements et leur gratitude pour la qualité exceptionnelle de l'accueil chaleureux qui leur a été réservé et pour toutes les facilités mises à la leur disposition au Palais du Marshan de la ville de Tanger.

Ils saisissent cette occasion pour renouveler au Royaume du Maroc leurs vœux de progrès et de prospérité.

Fait à Tanger, le 12 novembre 1999